

EHSAN M. AHRARI, *THE ISLAMIC CHALLENGE AND THE UNITED STATES*, MONTRÉAL, MCGILL-QUEEN'S UNIVERSITY PRESS, 2017

*Kathryn Blanchette**

Ehsan M. Ahrari est un consultant en défense et un analyste stratégique indépendant. Il a aussi été professeur de sécurité nationale et de stratégie au Air War College (Montgomery, Alabama), à la National Defense University (Washington, D.C.) et au Asia-Pacific Center for Security Studies (Honolulu, Hawaï). Il a publié, en 2017, un ouvrage intitulé *The Islamic Challenge and the United States: Global Security in an Age of Uncertainty*¹ aux McGill-Queen's University Press, dans lequel il effectue une analyse détaillée des différents défis régionaux auxquels sont confrontés les États-Unis comme leur relation tendue avec le Pakistan, leurs échecs en Afghanistan et la problématique de la fragilité des États dans la région d'Asie centrale si les *djihadistes* gagnaient du terrain². C'est donc cette constante lutte pour le pouvoir politique et ses dynamiques, ainsi que la nature géostratégique du conflit entre la puissance américaine et l'islam, qui sont au cœur de cet ouvrage.

Il faut dire, d'emblée, que c'est dans les années soixante que les États-Unis se sont imposés comme la puissance dominante au Moyen-Orient et ce n'est qu'à partir de la révolution iranienne (1979), puis avec la guerre afghane dans les années quatre-vingt, que les États-Unis ont commencé à se préoccuper de la menace que pourrait représenter l'islam radical. En effet, c'est ce qu'il a été possible de constater avec la réponse américaine, suite à l'invasion du Koweït en août 1990 par les forces militaires de Saddam Hussein. Certes, il faut ajouter que l'événement tragique des attentats terroristes du Onze septembre 2001 a marqué le début d'une forme de *djihad*³ mondial et de la « guerre contre le terrorisme » sous le président américain George W. Bush. Puis, s'en est suivi l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. Néanmoins, face au mouvement social débuté en 2011, mieux connu sous le nom du Printemps arabe, le *djihad* du groupe terroriste Al-Qaida semblait essayer un revers considérable. Toutefois, il représente encore aujourd'hui un défi pour les États-Unis au Moyen-Orient.

D'abord, le premier chapitre aborde, comme le veut le titre, les racines du défi islamique. Dans ce chapitre, l'auteur décrit les modalités du conflit entre les islamistes et les régimes autocratiques soutenus par l'Occident au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud. Il donne aussi une définition de l'islamisme, à savoir « une

* Candidate à la maîtrise en droit, Université du Québec à Montréal. Elle est également titulaire d'un baccalauréat en science politique, Université de Montréal.

¹ Ehsan M. Ahrari, *The Islamic Challenge and the United States: Global Security in an Age of Uncertainty*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2017 [Ahrari].

² Voir Publishers Weekly, en ligne : <<https://www.publishersweekly.com/978-0-7735-4816-9>>.

³ À cela, il faut rappeler que le *djihad* est aussi vieux que l'islam lui-même. D'ailleurs, l'étymologie du mot *djihad* remonte au mot *juhuda*, qui signifie lutte.

idéologie religieuse avec une interprétation holistique de l'islam, dont le but ultime est la conquête du monde par tous les moyens⁴ ». En cela, il faut donc traiter l'islam à la fois comme religion, mais aussi comme force politique. Il faut dire qu'à la différence du christianisme, l'islam, dès le départ, était politique puisque Mahomet était à la fois prédicateur et chef d'État⁵. À cela, l'auteur cite William T. Cavanaugh, à savoir que le conflit réside en partie par cette conviction américaine de leur supériorité morale et considère la perspective religieuse des islamistes et des *djihadistes* comme irrationnelle⁶.

Ensuite, le second chapitre élabore précisément sur le *djihad*. Créé en 1982, le *djihad*⁷ n'était à ses débuts qu'une force paramilitaire locale, alors qu'aujourd'hui, il occupe une dimension régionale⁸. D'ailleurs, son discours a été certes évolutif, mais il n'en demeure pas moins qu'il est possible de reconnaître que le pari subjacent est (temporairement) remporté en Syrie⁹. Le principal argument de ce chapitre est que c'est l'échec des islamistes à changer la nature politique et le statut économique de leurs politiques, qui a ouvert la voie à l'émergence du *djihad*. Pour illustrer cela, l'auteur fait un bref rappel de l'histoire postcoloniale des États arabes et du Sud. Cet exercice permet de révéler que davantage de penseurs islamistes dits traditionnels tenaient l'Occident comme responsable du retard et de l'asservissement de leurs politiques. Par ailleurs, la doctrine du *djihad* et son principal objectif d'établir un gouvernement islamique avaient l'appui de deux grandes puissances de la région, soit l'Afghanistan et l'Iran. Bref, et comme en conclut l'auteur, « l'échec des islamistes à apporter les changements qu'ils souhaitaient avait beaucoup à voir avec la nature dite anachronique de leurs aspirations tout comme la subsistance de la domination autocratique dans la plupart des pays musulmans après la fin du colonialisme européen¹⁰ ». Pourtant, ce qui tend à expliquer le déclin puis la disparition de l'Empire ottoman, cet « homme malade de l'Europe », ne tient pas en une réponse unique, compte tenu des nombreuses causes sous-jacentes. En effet, l'auteur en mentionne plusieurs dont le rôle historique de l'*ulama* (théologien de l'islam) dans les écoles religieuses contrôlées par l'État, mais aussi que les grandes puissances coloniales occidentales ont contribué largement au choix des tyrans afin de s'assurer que le monde arabe postcolonial demeure favorable à leurs intérêts économiques et prodémocratie.

Puis, le troisième chapitre fait état de l'échec de la domination américaine face à l'islamisme radical au Moyen-Orient, particulièrement dans la période post-11 septembre, où le *djihad* est devenu une idéologie. On y traite, entre autres, des aspects

⁴ Notre traduction. Voir Ahrari, *supra* note 1 à la p 21.

⁵ Ahrari, *supra* note 1 à la p 229.

⁶ *Ibid* à la p 277.

⁷ Par ailleurs, il aurait été intéressant que l'auteur aborde davantage les racines du *djihad*, à savoir qu'il « puise sa force explosive dans l'enseignement et l'histoire de l'islam ». Voir Hamed Abdel-Samad, *Le fascisme islamique*, Paris, Éditions Grasset, 2017 à la p 127 [Abdel-Samad].

⁸ Didier Leroy, « Le Hezbollah : Comprendre ses implications militaires en Syrie et ailleurs » Colloque annuel de l'OMAN : Vers un nouvel ordre au Moyen-Orient : enlèvement, réformes et repositionnements diplomatiques, présenté à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal, 21 avril 2017, [non publié].

⁹ *Ibid*.

¹⁰ Notre traduction. Ahrari, *supra* note 1 à la p 41.

stratégiques et opérationnels de la réalisation du *djihad* mondial qui, malgré l'insuccès politique, semble durer et dont l'emphase est dorénavant mise sur l'aspect militant. En effet, le *djihad* n'a été que trop peu utilisé pour renverser le régime Nasser (Égypte) dans les années cinquante par exemple et n'a pas émergé comme base pour des changements politiques dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient lors du Printemps arabe¹¹. Autre exemple donné, lorsque George W. Bush a envahi l'Irak de 2003 à 2008, avec la fausse prémisse que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive, aucun pays musulman n'a déclaré le *djihad* contre les États-Unis¹². Cet événement est marquant, comme le prétend l'auteur dans le chapitre suivant pour plusieurs raisons : il a offert une occasion unique aux groupes *djihadistes* de faire face à la superpuissance américaine; le groupe armé État islamique (ci-après EI) a profité de la guerre civile en Syrie pour proclamer son califat et gagner en popularité, en autres, chez les jeunes musulmans au Moyen-Orient¹³, mais aussi en Afrique du Nord et en Asie par leur propagande sur les réseaux sociaux¹⁴, etc.

Le quatrième chapitre est historique et porte spécifiquement sur le Moyen-Orient, là où la domination stratégique américaine s'oppose le plus à l'islam radical, puisque cette région est celle dans laquelle la majorité des intérêts stratégiques américains se concentre, tout comme leur implication, et ce depuis la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, c'est la révolution islamique en Iran (1979) qui a perturbé cette domination américaine dans la région pour la première fois et qui constitue une première victoire majeure pour les islamistes, car elle a mis fin à la domination des États-Unis en Iran et a accru la fréquence des changements politiques dans le reste de la région du golfe Persique¹⁵. Dans le même ordre d'idées, l'établissement d'un gouvernement islamique en Iran a instantanément transformé les forces islamistes en une force qui pourrait menacer la domination politique des États-Unis, en facilitant la propagation de l'islam radical sur les réseaux sociaux et les attaques terroristes perpétrées par des loups solitaires en Europe et aux États-Unis notamment¹⁶.

Alors que le cinquième chapitre aborde les différents champs de bataille de la longue guerre *djihadiste* au Pakistan et en Afghanistan, le sixième chapitre, quant à lui, porte sur la dynamique du défi islamiste en Iran. D'abord, il faut dire que même si l'Iran était en faveur de l'intervention américaine en Afghanistan pour le démantèlement du régime des talibans, il n'a jamais pour autant accepté la domination américaine au Moyen-Orient rappelle l'auteur. En effet, Ahrari suggère que l'Iran était très proactif dans l'expansion de sa propre sphère d'influence dans la région, entrant ainsi en compétition directe avec les États-Unis. D'ailleurs, bon nombre de leaders américains considèrent l'Iran comme un « État voyou » et faisant partie de « l'axe du mal ».

¹¹ *Ibid* à la p 54.

¹² *Ibid*, à la p 83.

¹³ Ajoutons ici que 65% des musulmans ont moins de trente ans et que le taux de chômage augmente considérablement; leur énergie et leur colère sont l'huile sur le feu de la radicalisation. Voir Abdel-Samad, *supra* note 7 à la p 267.

¹⁴ Abdel-Samad ajoute que l'EI reçoit des soutiens massifs d'Arabie saoudite, du Yémen, du Liban, de la Jordanie et même de la Tunisie. Voir *ibid* à la p 219.

¹⁵ Ahrari, *supra* note 1 aux pp 86 et 100.

¹⁶ *Ibid* à la p 100.

Néanmoins, l'auteur rappelle que l'Iran est le seul État dans lequel un gouvernement anti-américain a obtenu le pouvoir suite à une révolution¹⁷. Pour ainsi dire, après l'invasion américaine en Irak et le retrait de Saddam Hussein, la gravité du défi islamique que représente l'Iran pour les États-Unis est apparue évidente¹⁸. D'ailleurs, par rapport à l'Irak, l'Iran demeure convaincu que la raison principale pour laquelle les États-Unis ont réussi à *détruire* l'Irak est du fait que ce dernier ne possède pas l'arme nucléaire¹⁹, qui aurait pu prévenir l'occupation américaine. Pourtant, c'est ce que la puissance américaine a tenté de faire en voulant que l'Iran abandonne son programme nucléaire.

Enfin, le septième chapitre porte uniquement sur la région d'Asie centrale. Quoique le défi islamique soit moins important qu'au Moyen-Orient, cette région du monde est importante pour trois raisons selon l'auteur. D'abord, c'est dans cette région que trois grandes puissances sont en compétition pour acquérir davantage d'influence et de domination, soit la Chine, la Russie et les États-Unis. Ensuite, l'Asie centrale est cruciale puisque les États-Unis y sont moins présents qu'au Moyen-Orient, ce qui compromet ainsi les chances de dominer la région dans le futur. Enfin, il faut dire d'emblée que depuis l'invasion américaine en Afghanistan en 2001, les *djihadistes* font profil bas en Asie centrale. Pourtant, la Russie demeure préoccupée, voulant à tout prix éviter qu'une de ses régions ou un de ses pays voisins devienne une victime de l'islam radical, par exemple la Vallée de Ferghana, dont le territoire est partagé par trois États. Il n'en demeure pas moins que des groupes *djihadistes* sont présents dans les cinq États d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan). Or, l'auteur rappelle que l'identité musulmane est forte au Tadjikistan, en Ouzbékistan dans le sud du Kirghizistan, mais il y a aussi une certaine turbulence politique causée par les différents conflits en cours au Kazakhstan et en Ouzbékistan. En outre, alors qu'en 2015 l'EI appelait ses différents partisans à travers le monde à rejoindre ses rangs, l'International Crisis Group estime qu'entre deux et quatre mille citoyens d'Asie centrale ont répondu à l'appel²⁰.

En conclusion, il faut dire que l'ouvrage contient une surabondance de détails politiques et historiques, ce qui le rend très complet, mais tend également à miner l'argument principal d'Ehsan M. Ahrari, soit celui que les États-Unis considèrent que le monde islamique représente une menace parce que l'islam n'effectue pas de séparation entre la religion et le politique. L'auteur néglige ainsi de nuancer son propos, à savoir l'incompatibilité même de l'islam et de la démocratie. Il aurait été intéressant aussi que l'auteur aborde quelques idées reçues à propos de l'EI, comme le fait qu'ils interprèteraient mal le Coran. Or, les membres de l'EI n'interprètent rien; « ils ne font que mettre en pratique ce que le Coran exprime sans équivoque²¹ ». Le problème n'est

¹⁷ Ahrari, *supra* note 1 à la p 179.

¹⁸ Ahrari rappelle que l'Iran demeure aussi tout de même le seul défi dans la région, défi qui date des années soixante-dix avec la crise des otages, puis l'attaque terroriste du siège de la marine américaine (1983) et son rôle majeur tenu dans la création du Hezbollah (16 février 1985). Voir *ibid* aux pp 179-80.

¹⁹ *Ibid* à la p 209.

²⁰ Ahrari, *supra* note 1 à la p 249.

²¹ Abdel-Samad, *supra* note 7 à la p 231.

donc pas ce qui est dans le Coran, mais comment on en fait la lecture²².

Pour aborder davantage le droit international, l'auteur affirme dans son ouvrage que les États-Unis ont historiquement mené des politiques hégémoniques dites immorales, ce qui consiste en une violation du droit international²³, contrairement à ce que pensent certains auteurs. Toutefois, cette affirmation est plutôt péremptoire. À notre connaissance, il n'y a pas de normes en droit international qui prohibent des politiques immorales. Qui plus est, il serait absurde qu'une telle politique intègre une violation du droit international. L'auteur aurait dû nuancer son propos, à savoir que les politiques hégémoniques des États-Unis se sont, plus souvent qu'autrement, traduites dans la violation d'un principe de droit ou d'une règle spécifique en droit international, par exemple la prohibition d'intervenir dans les affaires internes d'un État ou l'interdiction du recours à la force. De nos jours, les États-Unis semblent plus que jamais déterminés à établir une coalition d'États occidentaux et musulmans pour contrer l'EI en Irak et en Syrie notamment, mais aussi dans le cyberspace. Bref, comme le suggère l'auteur de cet ouvrage, aux fins d'étayer la crédibilité dans cette initiative de guerre contre le terrorisme, les États-Unis devraient mettre fin à leurs attaques via l'usage de drones, réduire considérablement leur présence militaire au Moyen-Orient, mettre en place un vaste programme de bonne gouvernance²⁴, etc.

Enfin, il faut aussi ajouter que cette obsession des États-Unis pour une démocratie laïque et la somme colossale octroyée aux dépenses militaires (de l'ordre de six cents milliards²⁵) auraient certainement un effet contre-productif dans l'établissement de relations plus positives entre les États-Unis et les États de la région du Moyen-Orient. Bref, et comme le rappelle l'auteur, l'échec de l'intervention américaine en Irak²⁶, ainsi que les bombardements américains et russes face à la guerre civile en Syrie annoncent un futur bien sombre pour le Moyen-Orient, et ce, pour les prochaines décennies²⁷.

²² *Ibid* à la p 229.

²³ Ahrari, *supra* note 1 à la p 306.

²⁴ *Ibid* à la p 314.

²⁵ D'ailleurs, l'administration du président Donald Trump souhaite une augmentation du budget de la défense de 9%, soit de cinquante-quatre milliards. Voir Agence France-Presse (Washington), « Trump propose une "hausse historique" des dépenses militaires », *La Presse* (27 février 2017), en ligne : <<http://www.lapresse.ca/affaires/economie/etats-unis/201702/27/01-5073661-trump-propose-une-hausse-historique-des-depenses-militaires.php>>.

²⁶ Pour aller plus loin, voir Charles-Philippe David, Karine Prémont et Julien Tourreille, *L'erreur : L'échec américain en Irak cinq ans plus tard*, Québec, Septentrion, 2008.

²⁷ Ahrari, *supra* note 1 à la p 84.